



BREF

ILE-DE-FRANCE

Bulletin mensuel d'informations sur le marché du travail

On enregistre au mois d'octobre une pause dans la baisse du chômage. Le nombre des demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1 de l'ANPE) augmente de +0,2% (0,0% en France métropolitaine).

Les jeunes sont les premiers touchés, avec une hausse de +2,5% en données corrigées des variations saisonnières.

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE est, ce mois-ci encore, en baisse sensible (-2,5%). La proportion des chômeurs de longue durée dans la demande d'emploi n'est plus que de 31,1%, soit le chiffre le plus faible depuis mars 2004.

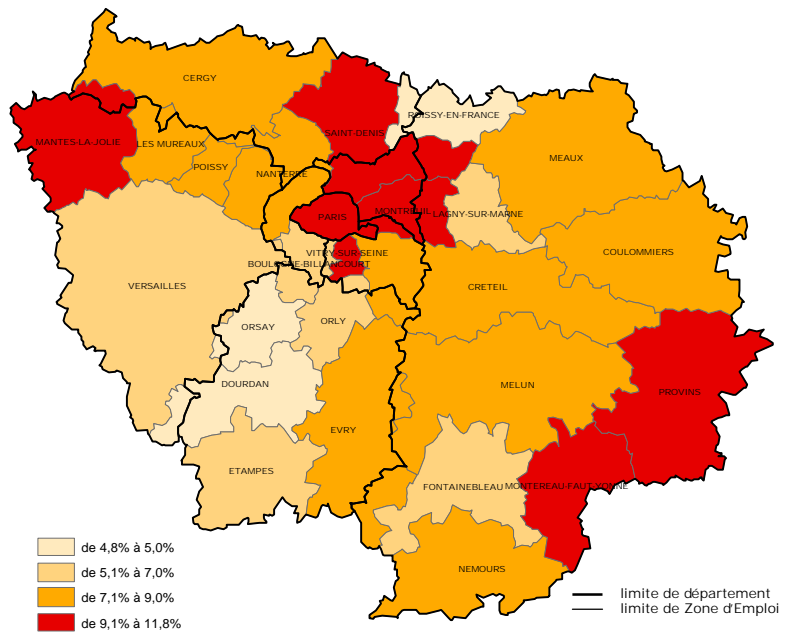
La catégorie socioprofessionnelle des employés est celle qui a le moins bénéficié de la décline du chômage observée depuis le printemps 2005. Mais des différences sensibles s'observent entre les diverses catégories d'employés.

Ainsi, la baisse de la demande d'emploi au cours des douze derniers mois a été très nette dans les emplois administratifs (secrétaires, employés administratifs d'entreprise...).

A l'inverse, certains métiers des services à la personne, du commerce, du tourisme et des transports n'ont connu qu'une baisse limitée.

En un an, le taux de chômage régional est passé de 9,5% à 8,2%, soit -1,3 point. Mais la baisse n'a pas, non plus, été homogène selon les territoires. Si la zone d'emploi de Saint-Denis continue à avoir le taux de chômage le plus élevé de la région (11,8%), il est à noter que c'est elle qui a bénéficié de la plus forte diminution annuelle (-1,6 point).

Taux de chômage au troisième trimestre 2006



Source : DARES / ANPE

LES CHIFFRES D'OCTOBRE 2006 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi en fin de mois (cat.1) : 449 737

Evolution sur 1 mois (CVS) : 0,2 %

Evolution sur 1 an : - 13,0 %

Part des femmes dans les demandeurs d'emploi : 47,6 %

Part des chômeurs de longue durée : 31,1 %

Part des moins de 25 ans : 14,3 %

Taux de chômage au 3^{ème} trimestre 2006 :

Ile-de-France : 8,2 %

France : 8,8 %

SOMMAIRE

Les évolutions récentes du marché du travail	page 2
Le chômage par zones d'emploi	page 3
Le chômage des employés	page 4
Le chômage des employés	page 5
Les contrats de professionnalisation en 2005	page 6

y Pause dans la baisse du chômage

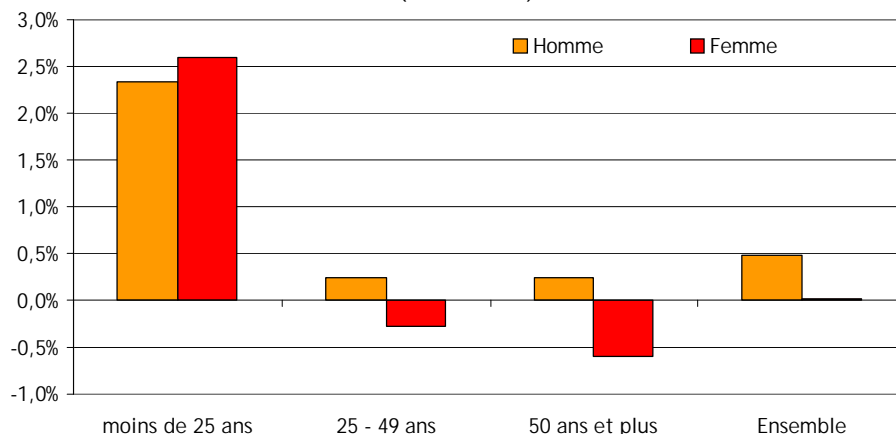
En octobre 2006, 449 437 demandeurs d'emploi à la recherche d'un contrat à durée indéterminée et à temps plein (catégorie 1) sont inscrits à l'ANPE en Ile-de-France. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de chômeurs progresse de +0,2% ce mois-ci, interrompant une baisse continue amorcée en mars 2005. En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise en octobre (+0,0%).

Les évolutions mensuelles sont très contrastées selon les départements. Si Paris, la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne enregistrent encore une baisse du nombre de demandeurs d'emploi, celui-ci repart nettement à la hausse dans les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise. La Seine-Saint-Denis enregistre une hausse proche de la moyenne régionale. Le chômage est stable en Essonne.

L'évolution peu favorable constatée en Ile-de-France ce mois-ci est tempérée par la baisse sensible du nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé au moins 78 heures dans le mois (catégorie 6 de l'ANPE), soit -1,5% en données CVS.

Depuis le début de l'année, l'amélioration des chiffres de la demande d'emploi reste cependant très nette (-11,4%). Tous les départements franciliens enregistrent une baisse du nombre d'inscrits à l'ANPE. La plus forte baisse est observée dans l'Essonne (-13,2%), la moins forte dans le Val-d'Oise (-9,1%).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi entre la fin octobre et la fin septembre 2006 (données CVS)



Source : ANPE / DARES

y Les jeunes, premiers concernés par la hausse du mois

Les jeunes sont les premiers touchés par cette hausse du chômage en octobre. Le nombre d'inscrits à l'ANPE a ainsi progressé de 2,5%, en données CVS, dans cette catégorie d'âge. Après avoir connu une année 2005 favorable (une baisse de -10% en un an, contre -9% toutes classes d'âge confondues), le recul du chômage des jeunes, bien que conséquent, est plus faible que pour l'ensemble des classes d'âge depuis le début de l'année (respectivement -10,4% et -11,4%).

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an, enregistre, ce mois-ci encore, une diminution sensible (-2,8%). Il en est de même pour les chômeurs de très longue durée (inscrits depuis plus de deux ans), avec -2,0% en octobre.

y Hausse des entrées à l'ANPE

La hausse du chômage en octobre s'explique par de très nombreuses entrées à l'ANPE au cours du mois. On enregistre, notamment une nette augmentation des inscriptions à la suite d'une fin de CDD et des premières entrées sur le marché du travail. Les sorties de l'ANPE progressent beaucoup moins (+1,6%).

Le nombre des inscriptions à l'ANPE depuis le début de l'année reste, toutefois, orienté à la baisse par rapport à 2005, excepté pour les motifs de fin de mission d'intérim (+3,1%), reflétant l'activité soutenue dans ce secteur, et pour les reprises d'activité.

Près de 36 000 offres d'emploi durable ont été déposées à l'ANPE en octobre. Au cours des dix premiers mois de l'année, la hausse s'établit à +8,1% par rapport à la même période de 2005. Mais, toutes durées confondues, la hausse des offres n'est que de +0,7%.

Demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2006	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage (données au 3 ^{ème} trimestre 2006)	9,2%	6,9%	6,3%	6,3%	7,7%	11,7%	8,1%	8,6%	8,2%	8,8%
DEFM catégorie 1 (données brutes)	98 444	40 065	43 033	35 038	57 276	78 705	48 192	48 984	449 737	2 188 104
Evolution sur 1 mois (CVS)	-0,5%	-0,3%	1,0%	0,0%	1,1%	0,4%	-0,8%	1,5%	0,2%	0,0%
Evolution sur 1 an	-14,4%	-12,0%	-12,7%	-15,0%	-13,6%	-12,9%	-11,8%	-10,7%	-13,0%	-10,1%
Part des femmes	47,9%	48,8%	47,0%	47,2%	47,9%	47,3%	47,5%	47,4%	47,6%	49,3%
Part des chômeurs de longue durée	35,3%	27,1%	29,3%	25,1%	31,8%	32,1%	29,4%	31,4%	31,1%	30,0%
Part des moins de 25 ans	7,9%	20,8%	17,2%	17,8%	11,6%	15,1%	15,0%	18,0%	14,3%	20,7%
Demandeurs d'emploi indemnisés (1)	101 947	41 188	44 842	35 751	55 407	67 371	47 012	44 408	437 926	2 304 900
Taux de couverture (2)	56,5%	60,6%	62,6%	62,0%	59,2%	56,5%	59,1%	58,8%	58,7%	58,8%

Sources : INSEE, DARES / ANPE, GARP

(1) Il s'agit des bénéficiaires de l'assurance chômage et des allocations de solidarité (ASS et allocation d'insertion), hors allocations de préretraite et de formation.
 (2) Le taux de couverture est le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés rapporté à l'effectif potentiellement indemnisable, à savoir la somme des demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories 1 à 3 et 6 à 8, ainsi que les personnes indemnisées dispensées de recherche d'emploi.

Evolution du taux de chômage entre le troisième trimestre 2005 et le troisième trimestre 2006

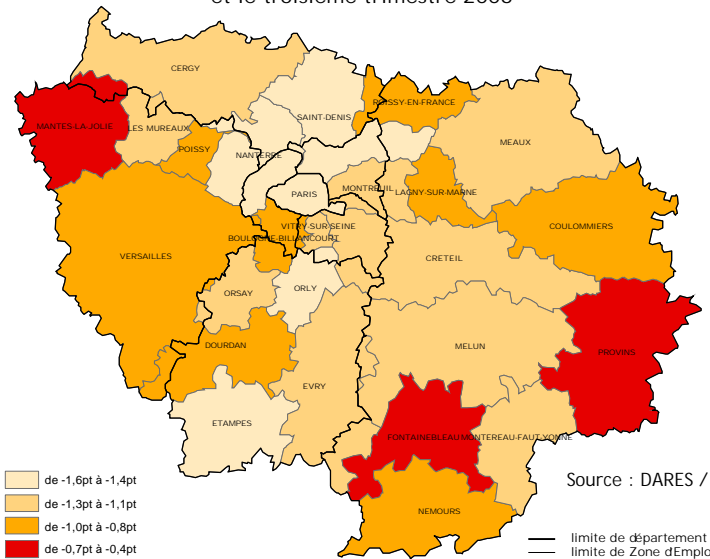
y Des disparités suivant les zones d'emploi

La baisse continue du nombre des inscriptions à l'ANPE s'est traduite par une nette diminution du taux de chômage francilien : 8,2% à fin septembre 2006 (8,8% au niveau national), soit un recul de -1,3 point en un an.

Toutefois cette baisse n'est pas homogène suivant les départements et, plus encore, suivant les zones d'emploi. Ainsi, en un an, la diminution varie de -0,4 point pour la zone de Fontainebleau, où réside un nombre limité d'actifs, à -1,6 point pour la zone d'emploi de Saint-Denis. Ses habitants, tout comme ceux des zones de Paris, de Nanterre et d'Orly (-1,4 point) ont pu bénéficier de la reprise de l'emploi dans les secteurs des services (conseil et assistance et services opérationnels) qui y sont bien implantés.

Ainsi, à fin septembre 2006, seules trois zones d'emploi franciliennes conservent un taux de chômage supérieur à 10% : Saint-Denis (11,8%), Montereau-Fault-Yonne (10,5%) et Mantes-la-Jolie (10,1%). Dans cette dernière, le taux de chômage a seulement reculé de -0,7 point. La zone d'emploi de Provins est dans une situation voisine, avec un taux de chômage qui reste élevé (9,5% à fin septembre), après une baisse limitée à -0,6 point en un an.

Plus généralement, les territoires où le chômage a le moins diminué sont souvent situés en grande couronne, loin des centres d'activité où la reprise de l'emploi a été la plus nette.



y Une demande d'emploi aux caractéristiques différentes

Si l'on se réfère à la dynamique de l'emploi et au profil des demandeurs d'emploi, les zones d'emploi franciliennes peuvent être regroupées en huit ensembles (cf. tableau) :

- Groupe 1 : les zones limitrophes sud et est, de tradition industrielle, qui ont du mal à profiter de la dynamique régionale. Le chômage des jeunes est important, les demandeurs d'emploi sont peu qualifiés, à la recherche d'emplois d'ouvriers, d'employés de commerce et des services.
- Groupe 2 : des zones en mutation, qui conservent un secteur industriel important, avec une montée des activités tertiaires. La demande d'emploi est moyennement qualifiée et plutôt positionnée sur des métiers en déclin, sauf dans la zone de Versailles.
- Groupe 3 : des zones dynamiques en termes d'emploi, qui se tournent vers un tertiaire à valeur

- ajoutée assez faible. La demande d'emploi est moyennement qualifiée, sauf chez les jeunes, dont les qualifications élevées ne correspondent pas nécessairement aux orientations de l'économie locale.
- Groupe 4 : des zones qui bénéficient de grands équipements structurants (aéroport pour Orly et Roissy, Euro Disney pour Lagny-sur-Marne, centres de recherche pour Orsay). Les taux de chômage y sont très faibles et ont encore diminué depuis un an.
- Groupe 5 : des zones marquées par leurs espaces naturels, en voie de mutation lente. Le taux de chômage est faible, de même que le chômage de longue durée.
- Groupe 6 : les zones de la petite couronne nord et est, dont l'économie est en pleine mutation vers un tertiaire à forte valeur ajoutée, mais où le taux de chômage reste très élevé, même s'il diminue, avec une forte proportion de demandeurs d'emploi sans qualification.
- Groupe 7 : les zones de la petite couronne ouest, axées sur les services aux entreprises à forte valeur ajoutée. Les demandeurs d'emploi possèdent souvent un niveau de qualification élevé, avec un positionnement sur des métiers de cadre, mais aussi sur quelques métiers de services peu qualifiés (agents d'entretien). La part des jeunes dans la demande d'emploi est faible.
- Groupe 8 : Paris, avec des demandeurs d'emploi très qualifiés et plus âgés, un taux de chômage assez élevé et une très forte proportion de chômeurs de longue durée.

Profil des demandeurs d'emploi par regroupement de zones à fin septembre 2006

Groupe	Zone d'emploi	Nombre de demandeurs d'emploi (cat. 1)	Part dans la demande régionale	Evolution par rapport à septembre 2005	Part du chômage de longue durée	Part des demandeurs de moins de 25 ans	Part des demandeurs de niveaux de formation > ou = à bac+2
1	Meaux, Coulommiers, Provins, Montereau-Fault-Yonne, Nemours, Etampes	13863	3,1%	-11,9%	29,8%	21,7%	16,1%
2	Cergy, Mantes-la-Jolie, Les Mureaux, Poissy, Versailles	44822	10,0%	-13,9%	30,3%	17,5%	28,9%
3	Créteil, Melun, Evry	47800	10,6%	-13,9%	27,9%	16,9%	26,0%
4	Roissy-en-France, Lagny-sur-Marne, Orsay, Orly	22073	4,9%	-15,7%	27,3%	17,6%	27,0%
5	Dourdan, Fontainebleau	4748	1,1%	-10,5%	26,0%	18,8%	27,9%
6	Vitry-sur-Seine, Montrouil, Saint-Denis	121132	26,9%	-12,9%	32,5%	14,9%	21,1%
7	Nanterre, Boulogne-Billancourt,	96334	21,4%	-15,1%	33,2%	11,8%	35,5%
8	Paris	98702	21,9%	-14,7%	36,4%	7,3%	49,1%
	Ile-de-France	450432	100,0%	-14,2%	32,4%	13,4%	31,9%

Source : DARES / ANPE

Pour en savoir plus : Atlas des zone d'emploi (INSEE/DRTEFP/CCI) http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/zoom/zones_emploi/zone_emploi.htm

y Un chômage des employés en baisse

A fin octobre 2006, 281 978 demandeurs d'emploi à la recherche d'un contrat à durée indéterminée et à temps plein sont inscrits à l'ANPE sous la qualification «employé». Ils représentent 62,7% de la demande d'emploi francilienne.

69,4% d'entre eux sont classés comme employés qualifiés par l'ANPE, 30,6% comme employés non qualifiés.

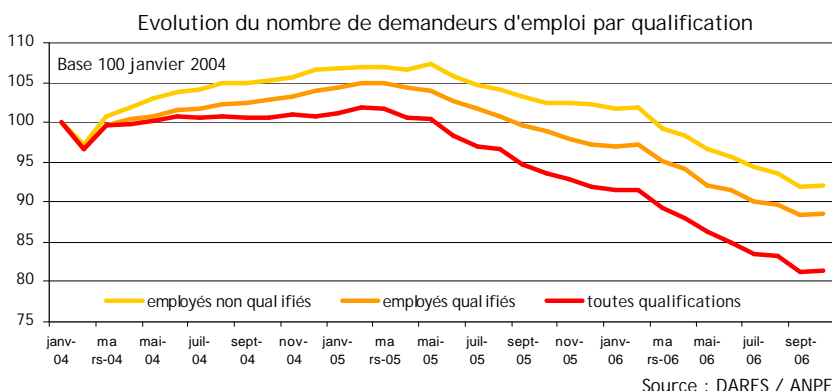
Pour ces deux catégories, la diminution du chômage est conséquente en un an : -10,3%. Toutefois, elle est sensiblement plus lente que pour les autres qualifications. Hors employés, le chômage a en effet baissé de -17,3% en un an. L'évolution du chômage est, ainsi, systématiquement moins favorable aux employés qu'aux autres qualifications de demandeurs d'emploi depuis 2002.

y Une catégorie « employé » aux limites imprécises

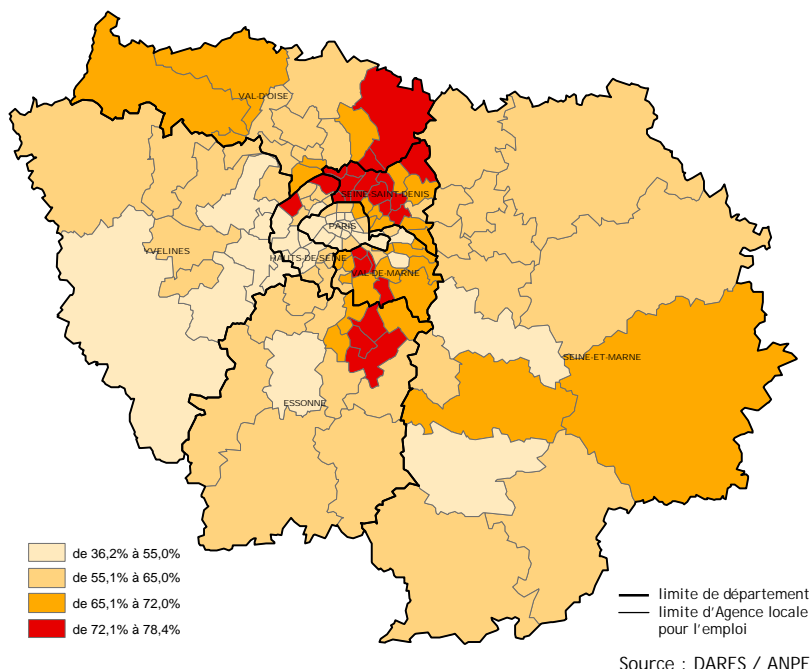
La qualification «employé» dans les fichiers de l'ANPE est, toutefois d'une très grande hétérogénéité. Elle se réfère principalement aux classifications des conventions collectives de chaque branche. Elle s'avère, de ce fait, beaucoup plus large que la définition des catégories d'employés de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des emplois salariés d'entreprise de l'INSEE (PCS-ESE 2003). Elle inclut, notamment, une bonne partie des catégories socioprofessionnelles classées par l'INSEE parmi les «professions intermédiaires». En octobre 2006, 154 000 demandeurs d'emploi correspondent à la définition d'un employé selon l'INSEE soit un peu plus de la moitié de la catégorie correspondante selon l'ANPE.

y Les employés : une catégorie très hétérogène

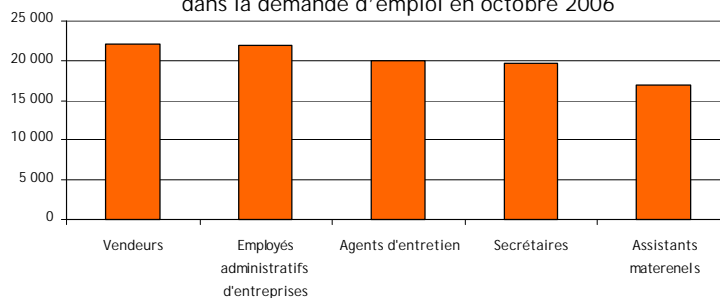
Le qualificatif d'employé recouvre des emplois très variés. Quelques grandes caractéristiques de la demande d'emploi se dégagent toutefois. La part des femmes y est beaucoup plus importante : 70,6% en moyenne, contre 47,6% toutes familles confondues. Cette part est même



Part des employés dans la demande d'emploi, par ALE en octobre 2006



Les cinq premières familles professionnelles d'employés dans la demande d'emploi en octobre 2006



supérieure à 90% pour les employés de maison, les assistants maternels et les secrétaires. En revanche, certains métiers d'employés sont très masculins : la proportion de femmes dans la demande d'emploi tombe, ainsi, à 12,3% pour les agents de gardiennage et de sécurité.

Les demandeurs d'emploi à la recherche d'un poste d'employé sont également plus jeunes. 19,1% ont moins de 25 ans, contre 14,8% pour l'ensemble. A

contrario, les chômeurs âgées de 50 ans et plus sont sous-représentés : 13,4%, contre 15,7% pour l'ensemble des familles professionnelles.

C'est parmi les personnes recherchant un poste d'employé de maison que la part des moins de 25 ans est la plus faible : 6,7%. En revanche, 30,3% des emplois de vendeurs et 25,5% des emplois de caissiers et d'employés de libre service sont recherchés par des chômeurs de moins de 25 ans.

y Un chômage de longue durée plus faible

Alors que, fin octobre 2006, 31,1% des demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an, cette part n'est que de 28,7% pour les chômeurs à la recherche d'un poste d'employé. Il en est de même pour le chômage de très longue durée : 13,2% pour l'ensemble contre 11,6% pour les familles professionnelles «employés». Cela est dû, pour partie à la présence de familles professionnelles où les difficultés de recrutement sont récurrentes. Ainsi, la part des CLD chez les aides soignants n'est que de 22,9%. Elle est de 23,9% chez les employés de la banque, 24,7% chez les caissiers et employés de libre service, et 26,9% pour les assistants maternels.

Elle atteint, par contre, 33,8% chez les employés administratifs d'entreprise et 33,2% chez les employés des services divers.

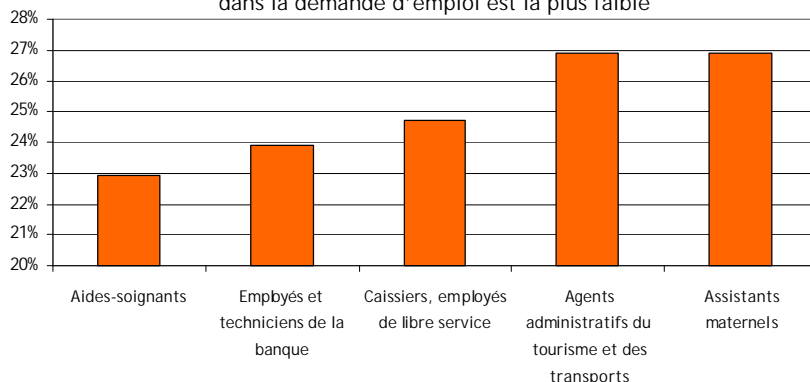
y Des évolutions contrastées selon les métiers

Si l'on ne s'intéresse qu'aux familles professionnelles qui se rattachent, sans ambiguïté, aux catégories socioprofessionnelles des employés, telles qu'elles sont définies par l'INSEE, l'évolution annuelle de la demande d'emploi est proche de celle constatée pour celle de la catégorie employé de l'ANPE (-10,9%). Mais les situations sont très contrastées selon les familles professionnelles.

En un an, la baisse de la demande d'emploi a été très marquée dans les métiers administratifs : comptables, secrétaires, employés administratifs d'entreprise. Mais elle a été beaucoup plus modeste dans la plupart des métiers des services à la personne, du commerce et du tourisme.

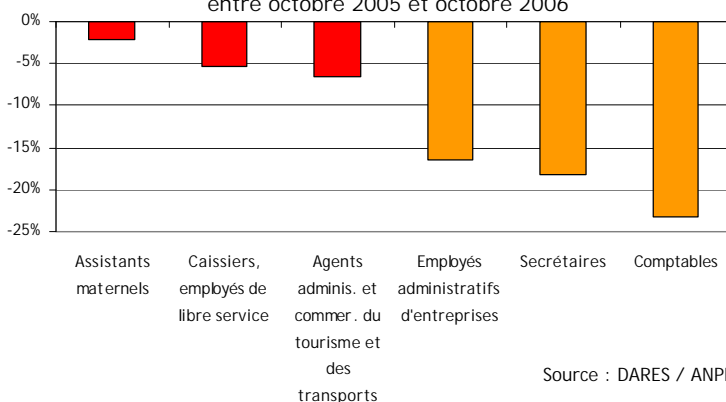
Le nombre des demandeurs d'emploi a, notamment, peu diminué dans les métiers des services à domicile : -2,2% pour les assistants maternels, -6,7% pour les employés de maison. Il est probable que les perspectives favorables du secteur incitent de nombreux demandeurs d'emploi, sans projet professionnel bien défini, à s'orienter vers ces métiers.

Les cinq familles professionnelles d'employé où la part des CLD dans la demande d'emploi est la plus faible



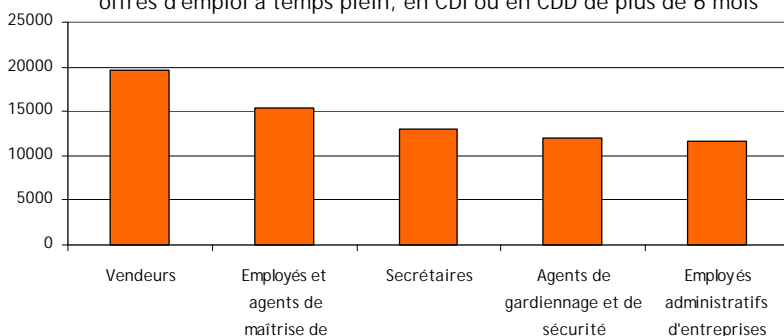
Source : DARES / ANPE

Les 3 plus fortes baisses de la demande d'emploi et les 3 plus faibles entre octobre 2005 et octobre 2006



Source : DARES / ANPE

Les cinq premières familles professionnelles d'employé dans les offres d'emploi à temps plein, en CDI ou en CDD de plus de 6 mois



Source : DARES / ANPE

De même, le nombre de chômeurs à la recherche d'un emploi dans les métiers de l'hôtellerie et de la restauration n'a diminué que de -7,9% en un an, alors que les employeurs de ce secteur sont toujours nombreux à évoquer des difficultés de recrutement.

y Des offres d'emploi stables

De novembre 2005 à octobre 2006, l'ANPE a collecté 194 000 offres d'emploi à temps plein dans les familles professionnelles «employé», soit une baisse de -3,0%

par rapport à la même période de l'année précédente. Ce recul concerne essentiellement les contrats à durée déterminée. En effet, l'offre de CDI ou de CDD de plus de six mois a, elle, légèrement progressé (+0,6% en un an). La part des CDI et CDD longs dans l'offre d'emploi a donc augmenté, passant de 54,2% à 56,7% du total. C'est pour les comptables, les employés d'assurance et les employés de maison que le nombre d'offres d'emploi durable a le plus progressé.

Les contrats de professionnalisation en 2005

y Une montée en puissance en fin d'année

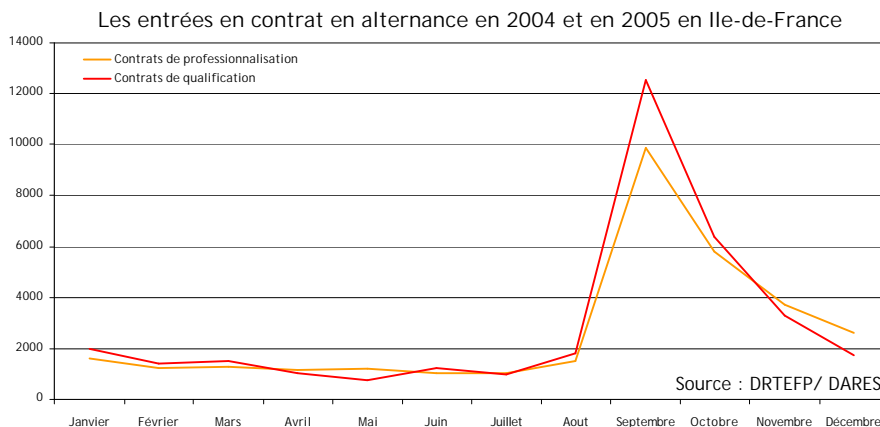
Depuis novembre 2004, le contrat de professionnalisation remplace les anciens contrats en alternance. Il repose sur les mêmes principes que l'ex-contrat de qualification : une insertion professionnelle par l'acquisition d'une qualification sous contrat de travail.

Un peu plus de 30 500 personnes ont débuté un contrat de professionnalisation au cours de l'année 2005, soit un chiffre inférieur au nombre d'entrées en contrat de qualification durant l'année 2004 (-11,8%).

Le rythme des entrées a été le même pour ces deux contrats, de janvier à août, période où les entrées sont peu nombreuses. Mais les employeurs, mesurant mal, fin 2004, les conséquences de la transformation des contrats en alternance, avaient conclu beaucoup de contrats de qualification juste avant leur suppression. Aussi, les entrées en contrat de professionnalisation en septembre et octobre 2005, bien que nombreuses, n'ont pas égalé les chiffres de l'année précédente.

y Un rôle diversifié dans les parcours professionnels

La signature d'un contrat de professionnalisation correspond, à parts égales, à trois parcours professionnels différents.



Un premier tiers des bénéficiaires de ces contrats était auparavant dans le système scolaire et poursuit sa formation dans ce cadre. Un second tiers avait déjà un contrat de travail (CDI, CDD, apprentissage...). Le contrat de professionnalisation permet alors d'améliorer sa qualification tout en continuant à travailler. Le dernier tiers regroupe les demandeurs d'emploi et les personnes inactives pour lesquelles ce dispositif permet de reprendre une activité professionnelle.

y Un public jeune, féminin, souvent diplômé

Les franciliens entrant en contrat de professionnalisation possèdent, pour la plupart (62%), un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat. Seuls, 10% d'entre eux n'ont aucun diplôme ou titre. Les femmes sont majoritaires (55%), du fait du poids des

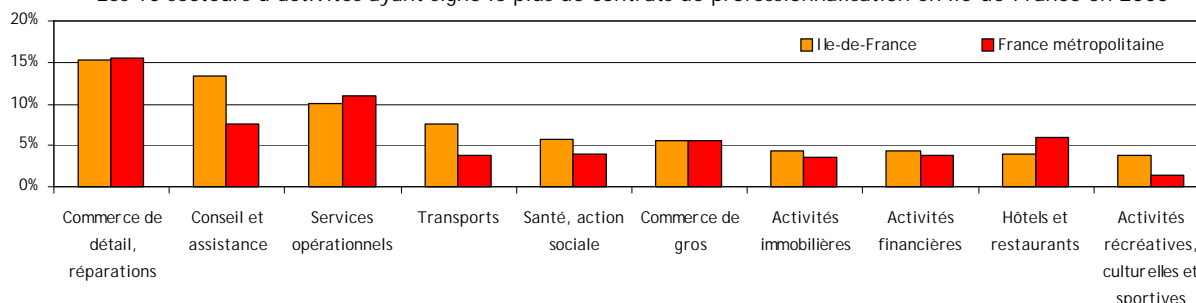
activités tertiaires (86% des contrats).

Bien qu'ouvert à toutes les catégories d'âge, le dispositif a peu bénéficié, jusqu'à présent, aux plus de 25 ans, qui ne représentent que 10% des entrées.

y De nombreuses entrées dans de grands établissements

Les secteurs les plus utilisateurs de la mesure sont, globalement, les mêmes qu'en province, avec quelques différences qui tiennent aux spécificités du tissu économique francilien. Mais la création du contrat de professionnalisation a été l'occasion pour les établissements d'au moins 50 salariés (42% des entrées) d'utiliser beaucoup plus la formation en alternance qu'auparavant.

Les 10 secteurs d'activités ayant signé le plus de contrats de professionnalisation en Ile-de-France en 2005



Source : DRTEFP/ DARES

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France
66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Marc Biehler

Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques - dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr

Diffusion : Service relation avec les usagers, communication et documentation

Tirage : 800 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877

<http://www.europemploi-idf.org>